



**PRÉFET
D'EURE-
ET-LOIR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Préfecture/Direction de la Citoyenneté
Bureau des Procédures Environnementales**
mel : pref-environnement@eure-et-loir.gouv.fr

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MESURES D'URGENCE COLLECTES VALORISATION ENERGIE DECHETS - COVED à Marboué Code AIOT : 0010004829

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 511-1, L. 512-20, R. 512-69 et R. 512-70 ;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir, à compter du 21 août 2023 ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 09 août 2001 autorisant la société COVED (COLLECTES VALORISATION ENERGIE DECHETS) à exploiter un centre de transit et de tri de déchets ménagers et assimilés issus des collectes sélectives et de déchets industriels banals ainsi qu'une plate-forme de compostage de déchets verts, au lieu-dit « Le Tertre » sur le territoire de la commune de Marboué ;

VU l'arrêté préfectoral n° 101-2024 du 28 novembre 2024, portant délégation de signature au profit de Mme Agnès BONJEAN, Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

VU les constats effectués sur le site le 17 janvier 2025 par l'inspection des installations classées suite à l'effondrement d'une marnière en limite du site, à cheval sur le chemin communal de Grande Randonnée 655 et le périmètre ICPE de COVED ;

VU le courrier électronique de la Mairie de Marboué du 08 octobre 2024 alertant sur l'état de l'effondrement, et la présence d'eau stagnante dans la marnière, indiquant de potentielles infiltrations ;

VU le courrier du 09 octobre 2024 de l'inspection des installations classées demandant à l'exploitant de mettre en sécurité les installations au regard du risque

Place de la République - CS 80537 - 28019 Chartres Cedex - Standard : 02 37 27 72 00

Horaires d'ouverture au public : 9h00- 12h30 / 14h00 -16h30 (le vendredi 16h00)

Accueil au guichet le matin de 9h00 à 12h30 et l'après midi sur rendez-vous exclusivement

Pour toute précision, consulter www.eure-et-loir.gouv.fr , rubrique "Dé démarches administratives"

d'effondrement des terrains, et de garantir la sécurité des tiers, notamment en limitant l'accès aux installations sans autorisation ;

VU le courrier électronique de l'exploitant daté du 18 octobre 2024 indiquant la prévision d'une intervention de remblaiement de la marnière d'ici le 15 novembre 2024 sous réserve qu'il n'y ait pas de complication liée à la marnière et que la Mairie lui donne l'accès à la zone impactée ;

VU le courrier électronique de l'exploitant daté du 28 octobre 2024 indiquant le remblaiement de la marnière le jour-même ;

VU le courrier électronique du Conservatoire des Espaces Naturels daté du 20 octobre 2024 signalant la présence d'écoulements anormaux sur le chemin communal GR 665 en provenance de COVED, ainsi que les risques d'effondrements et de pollution du Loir susceptibles d'en découler ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 17 janvier 2025 diligentée suite à l'annonce de l'effondrement de la marnière survenu le 03 septembre 2024, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants :

- l'effondrement de la marnière est survenu à cheval entre le chemin communal longeant le site et le site de COVED ;
- le défaut d'information de l'Inspection des Installations Classées par l'exploitant concernant cet effondrement ;
- la marnière a été rebouchée provisoirement par COVED avec du sable, recouvert d'une couche de calcaire en surface, sans discussion préalable avec la DREAL ou avec la Mairie de Marboué sur la pertinence de cette action ;
- le remblaiement s'était un peu affaissé le jour de la visite par rapport aux photographies fournies par l'exploitant le jour du remblaiement ;
- la présence d'un bassin au Nord-Est du site, caractérisé par l'exploitant de "bassin d'infiltration" ne figurant pas dans les plans du dossier de demande d'autorisation initiale, et n'étant pas mentionné dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09 août 2001 ;
- la présence importante de végétation dans le bassin dit « de percolats », et le manque d'entretien de ce bassin, remettant en doute son étanchéité ;
- la présence d'un avaloir au point bas de la zone de stockage des déchets, au niveau de la marnière effondrée, dont l'exploitant est en incapacité de déterminer l'exutoire ;
- la mauvaise connaissance de l'exploitant de ses réseaux d'eaux sur site ;
- la mauvaise gestion de l'exploitant des eaux de son site ;
- la méconnaissance de l'exploitant de la présence des cavités abritant des chiroptères sous son terrain et les enjeux qui y sont liés

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 17 janvier 2025 réalisée en présence de Mme la Maire de Marboué, le Conservatoire d'Espaces Naturels et l'OFB, ont été relatés les faits suivants :

- le remblaiement de la marnière s'est effectué sans accord préalable de la Mairie de Marboué bien qu'elle soit localisée en partie sur le chemin communal ;
- ce remblaiement est instable selon la Maire de Marboué, un des piquets balisant le contour de cette marnière s'étant enfoncé et étant tombé dans la masse de sable ;
- le remblaiement de cette marnière a entraîné l'effondrement d'une partie de la cavité (ex-champignonnière) localisée juste en dessous selon le Conservatoire d'Espaces Naturels ;

- suite au remblaiement, et à l'effondrement d'une partie de la cavité localisée en dessous, la présence de sable a été constatée par le Conservatoire d'Espaces Naturels au sein de la cavité, à l'endroit de l'effondrement ;
- des chiroptères ont déjà observé dans le passé par le Conservatoire d'Espaces Naturels dans cette partie de la cavité qui s'est effondrée ;
- l'effondrement de la partie de la cavité située sous la marnière remblayée a entraîné le blocage de l'accès à une autre salle de la cavité dans laquelle une dizaine de Grands rhinolophes hibernent régulièrement selon le Conservatoire d'Espaces Naturels ;
- le Conservatoire d'Espaces Naturels a constaté, notamment le 9 octobre 2024, la présence d'écoulements anormaux sur un autre secteur du chemin communal, provenant du bas du merlon de terre de COVED, au niveau du bassin dit « d'infiltration » ;
- la Mairie suspecte un affaissement du chemin communal à l'endroit où les infiltrations ont été remarquées

CONSIDÉRANT que les premiers constats effectués sur place par l'inspection des installations classées et les éléments apportés par les différents participants à l'inspection du 17 janvier 2025 au niveau de la marnière effondrée puis remblayée, à cheval sur le chemin communal et l'établissement COVED situé à Marboué montrent que la situation constatée est susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, notamment par rapport aux différents risques d'atteinte à la sécurité des personnes et des populations de chiroptères habitant les cavités ;

CONSIDÉRANT que le Grand rhinolophe, *Rhinolophus ferrumequinum* (Schreber, 1774), est une Espèce Quasi menacée (espèce proche du seuil des espèces menacées ou qui pourrait être menacée si des mesures de conservation spécifiques n'étaient pas prises) selon la liste rouge des chauves-souris de la région Centre-Val de Loire (2013) ;

CONSIDÉRANT le projet d'arrêté instituant une protection de biotope des cavités souterraines du « Croc Marbot » sur la commune de Marboué, présenté en consultation du public du 16 septembre 2024 au 15 octobre 2024 compris, relatif à l'instauration d'une zone de protection de biotope afin de garantir la protection des biotopes nécessaires à l'hibernation, à la reproduction, au repos des chauves-souris, dont le périmètre est limitrophe de l'établissement COVED ;

CONSIDÉRANT qu'il y a urgence à procéder à une étude géotechnique de stabilité du remblaiement de la marnière effectué par COVED ;

CONSIDÉRANT qu'il y a urgence à procéder à une étude sur le périmètre de l'installation visant à étudier si les activités de l'établissement COVED ont impacté la stabilité des terrains sous-jacents ;

CONSIDÉRANT qu'il y a urgence à préciser, sur la base d'une étude géotechnique notamment, les éléments techniques et organisationnels qui permettront de garantir durablement la stabilité des cavités présentes sous le site et ses abords immédiats afin de prévenir tout risque d'effondrements ;

CONSIDÉRANT que ce caractère d'urgence ne permet pas une présentation en commission départementale consultative ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture d'Eure-et-Loir

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Respect des prescriptions

La société COLLECTES VALORISATION ENERGIE DECHETS – COVED implantée lieu-dit Le Tertre à Marboué (28200), exploitant un centre de transit et de tri de déchets ménagers et assimilés issus des collectes sélectives et de déchets industriels banals ainsi qu'une plate-forme de compostage de déchets verts, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour son établissement situé sur la commune de Marboué.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs.

ARTICLE 2 : Mesures conservatoires relatives à l'effondrement de la marnière

Sous un délai de 4 mois dès la notification du présent arrêté, l'exploitant fait réaliser une étude géotechnique visant à évaluer la stabilité du remblaiement qu'il a effectué dans la marnière effondrée, située à cheval sur le chemin communal et le périmètre de son établissement.

Cette étude visera également à analyser les mécanismes ayant conduit à l'effondrement de la marnière et de la cavité sous-jacente, ainsi que les dispositions à prendre pour assurer la stabilité du remblaiement en cas de défaut constaté.

ARTICLE 3 : Mesures conservatoires relatives à la stabilité du terrain et à la prévention des risques futurs d'effondrement

Sous un délai de 4 mois dès la notification du présent arrêté, l'exploitant fait réaliser et remet, à l'inspection des installations classées, une étude géotechnique visant à évaluer les potentiels impacts de ses activités sur la stabilité des terrains sous-jacents au périmètre de l'installation ainsi que sur ses abords immédiats.

Cette étude a pour objectif principal de :

- Caractériser la présence potentielle d'infiltrations depuis le site vers les cavités situées sous le site et dans ses abords immédiats ;
- Évaluer les impacts potentiels des ouvrages et équipements présents sur site sur ces cavités (pression exercée, infiltrations, etc.) ;
- Déterminer les paramètres géotechniques et les hypothèses géométriques nécessaires pour garantir la stabilité des cavités sous-jacentes ;
- Proposer toutes mesures visant à prévenir de nouveaux effondrements au sein du périmètre ICPE et ses abords immédiats.

ARTICLE 4 : Suspension de travaux pouvant affecter la stabilité du sol et des cavités sous-jacentes

L'exploitant est interdit de réaliser tout travaux de consolidation de la marnière ou toute intervention susceptible d'accroître la fragilisation du site, tant que les études mentionnées aux articles précédents n'ont pas été réalisées et que leurs conclusions n'ont pas été transmises à l'inspection des installations classées.

Ces conclusions devront permettre d'évaluer précisément les impacts des activités réalisées sur site sur la stabilité des cavités et du site dans son ensemble, ainsi que les risques environnementaux associés.

Toute intervention devra, le cas échéant, faire l'objet d'un accord préalable écrit de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5 : Transmissions des documents utiles

L'exploitant transmet au Préfet d'Eure-et-Loir et au service de l'inspection des installations classées tout document ou information utile justifiant l'accomplissement des mesures prescrites par le présent arrêté.

ARTICLE 6 : Sanctions

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 7 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Orléans par :

- l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

La présente décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux auprès du Préfet ou hiérarchique auprès du Ministre compétent qui interrompt le cours de ce délai.

Tout recours (excepté le télé-recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Article 8 : Notifications-publications

- 1) Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
- 2) L'arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture d'Eure-et-Loir pendant une durée minimale de 2 mois.
- 3) Une copie de l'arrêté sera envoyée à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement-Centre Val de Loire.

ARTICLE 9 : Exécution

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Madame la Maire de Marboué et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le

13 FEV. 2025

Le Préfet,

Le Préfet
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale

Agnès BONJEAN

